

d'un tel acte semblait inconcevable. On pouvait attribuer des crimes à des individus isolés, marginaux, à des profiteurs de guerre, du lumpen, des groupes extrémistes – mais non à une population rurale locale, même agissant à l'instigation des Allemands. Cette occultation trouve d'ailleurs sa trace matérielle dans le monument que les autorités firent ériger, dans les années 60, à la mémoire des victimes de Jedwabne. Sur le lieu où périrent brûlés dans une étable les 1 600 Juifs, amenés là par les voisins polonais, il a été écrit: "Lieu du martyre de la population juive. La Gestapo et la gendarmerie hitlérienne ont brûlé vives 1 600 personnes le 10. VII. 1941". Cette inscription constitue la quintessence même du souvenir des Juifs, tel qu'on le construisait dans l'historiographie communiste polonaise vingt ans après la guerre. Une certaine vérité ne pouvait visiblement être tue: les Juifs de Jedwabne furent bien exterminés le 10 juillet 1941. Mais un mensonge a pu s'y glisser: c'étaient les Allemands les coupables.

L'ouvrage de Gross provoqua un débat public sur la responsabilité polonaise, amenant historiens, journalistes, hommes politiques, ecclésiastiques à s'interroger, à prendre position. Certains historiens découvrirent que des massacres semblables s'étaient déroulés dans d'autres bourgades de Pologne orientale, engendrant des interrogations sur le rôle des Allemands dans ces crimes: jusqu'à quel point avaient-ils poussé les populations locales ou jusqu'à quel point les avaient-ils contraintes, comme l'ont suggéré certains détracteurs de Gross? D'autres historiens contestèrent Gross sur la méthode: trop grande fiabilité

accordée aux témoignages, absence de sources allemandes, exagération du nombre de victimes. Des journalistes partirent à la recherche des témoins encore vivants et les trouvèrent, notamment des personnes soupçonnées d'avoir directement participé au crime. L'Institut de la Mémoire Nationale, habilité à instruire des plaintes, a entrepris d'ailleurs une investigation sur le crime de Jedwabne qui conduira vraisemblablement à des inculpations. Fait rarissime pour un crime aussi éloigné: une exhumation eut même lieu, de ce fait, qui ne fut pas trop poussée en raison des réserves, de nature religieuse, de certaines organisations juives. Le 10 juillet 2001, 60 ans, jour pour jour après le massacre de Jedwabne, une commémoration officielle s'y déroula en présence d'Aleksander Kwasniewski, président de la république polonaise, qui y fit un discours de repentance, et de nombreuses autres personnalités venues de Pologne et du monde entier. L'Église de Pologne avait effectué une démarche similaire, par une messe célébrée à Varsovie le 28 mai 2001.

L'article qui suit, de l'anthropologue Joanna Tokarska-Bakir, est l'un des plus intéressants et des plus significatifs de cette discussion. L'auteur, qui connaît les débats allemands, a eu la faculté de mesurer l'écart existant entre le travail de mémoire qui s'est déployé en Allemagne et le "syndrome de l'innocence" répandu en Pologne. Elle ne juge pas, elle essaie de comprendre pourquoi dans cette Pologne à l'histoire compliquée, le débat sur le passé juif a pris une dimension nationale et même internationale.



Le juif errant